



VITALiM

Pour mieux manger



WEBINAIRE PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE EN ÎLE-DE-FRANCE, 12 MAI 2025

SOMMAIRE

I. L'ORIGINE DE VITAL'IM

II. LE DISPOSITIF VITAL'IM

III. LA MISE EN OEUVRE DU PROJET

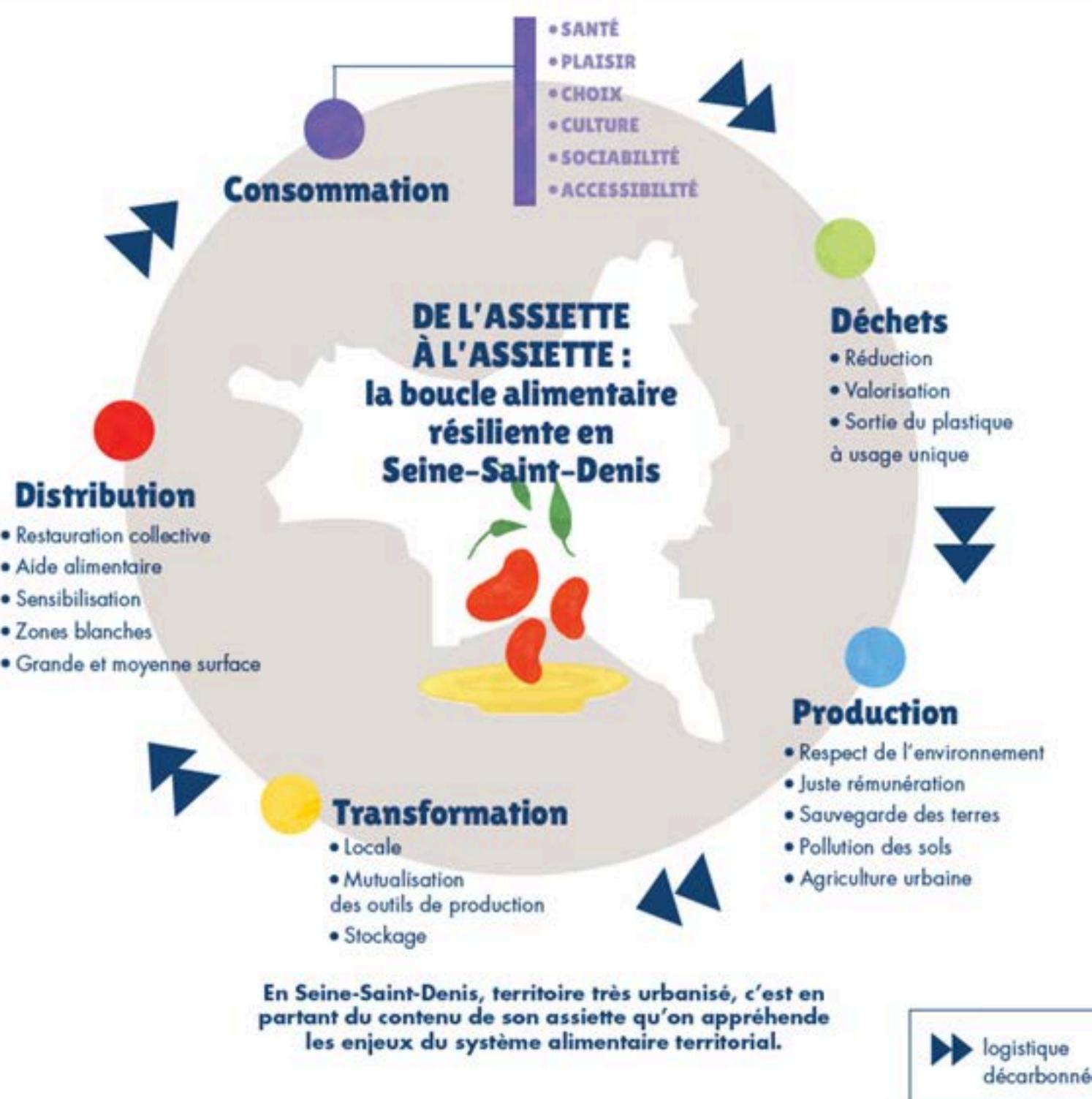
IV. LE BILAN PROVISOIRE DE L'EXPÉRIMENTATION

V. L'IMPACT DU PROJET (RÉSULTATS PROVISOIRES BASÉS SUR LES RÉSULTATS DE MONTREUIL)

VI. LES LIMITES ACTUELLES DU PROJET ET LES LEVIERS D'ACTION

L'ORIGINE DE VITAL'IM

LIEN AVEC LE PAT



LE PROGRAMME MIEUX MANGER POUR TOUS

MISE EN PLACE D'UN FOND D'AIDE ALIMENTAIRE DURABLE, PAR LE MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES, EN 2023, DE 60 MILLIONS D'EUROS

UN VOLET NATIONAL

Objectif d'accroître l'offre de l'aide alimentaire en fruits, légumes, légumineuses et produits sous labels de qualité.



UN VOLET LOCAL

Objectif de développer des actions de lutte contre la précarité alimentaire autour de quatre axes :

- le développement d'alliances locales de solidarité alimentaire « producteurs-associations-collectivité »
- le soutien d'actions de lutte contre la précarité alimentaire au sein des projets alimentaires territoriaux
- le soutien d'expérimentations portant la transformation de l'organisation de la lutte contre la précarité alimentaire dont les expérimentations en matière de transfert monétaire tels que des chèques alimentaires durables
- l'amélioration de la couverture des zones blanches de l'aide alimentaire.

ACF EN FRANCE

3 NIVEAUX D'ACTION

NIVEAU OPÉRATIONNEL

Au côté et en appui aux acteurs sur le terrain pour adapter les modalités opérationnelles de réponse

NIVEAU DES TERRITOIRES

Pour une meilleure connaissance des besoins et approche globale des réponses et pour changer les politiques publiques au niveau local

NIVEAU NATIONAL

Pour un changement des politiques publiques nationales

MODALITES D'INTERVENTION



ENQUÊTES TERRAIN ET RECHERCHES

APPUI - ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DE TERRAIN

PROJETS CONSTRUITS AVEC DES PARTENAIRES DONT RECHERCHE

ADHÉSION À DES COALITIONS DE PLAIDOYER ET ACTIONS COLLECTIVES DE PLAIDOYER

I. LE DISPOSITIF VITAL'IM

LE DISPOSITIF VITAL'IM

Une expérimentation de transferts monétaires fléchés sur l'alimentation avec une incitation à la consommation d'aliments sains afin de favoriser l'accès à une alimentation saine et durable.

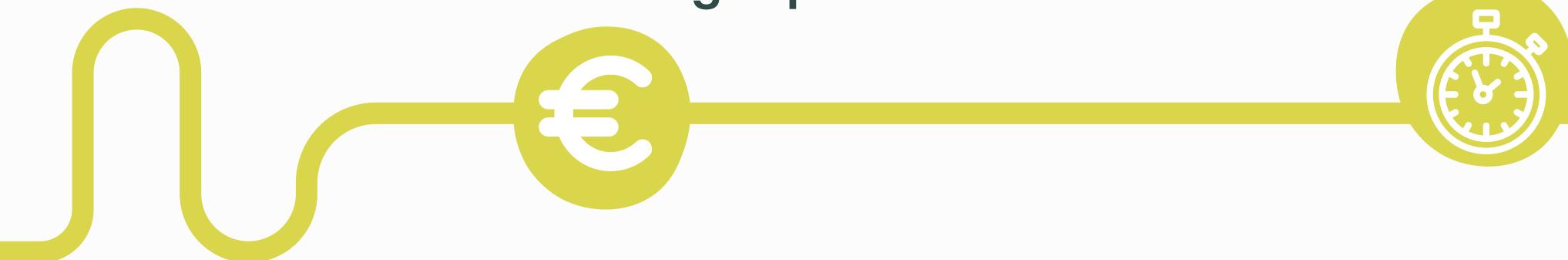


1350 personnes ciblées soit environ
540 familles (sur les quatre villes)



Budget :
2,3 millions €, dont 1,5 millions du
Fond Mieux Manger pour Tous

Durée :
3 ans (2023 - 2025)



LES OBJECTIFS DU PROJET



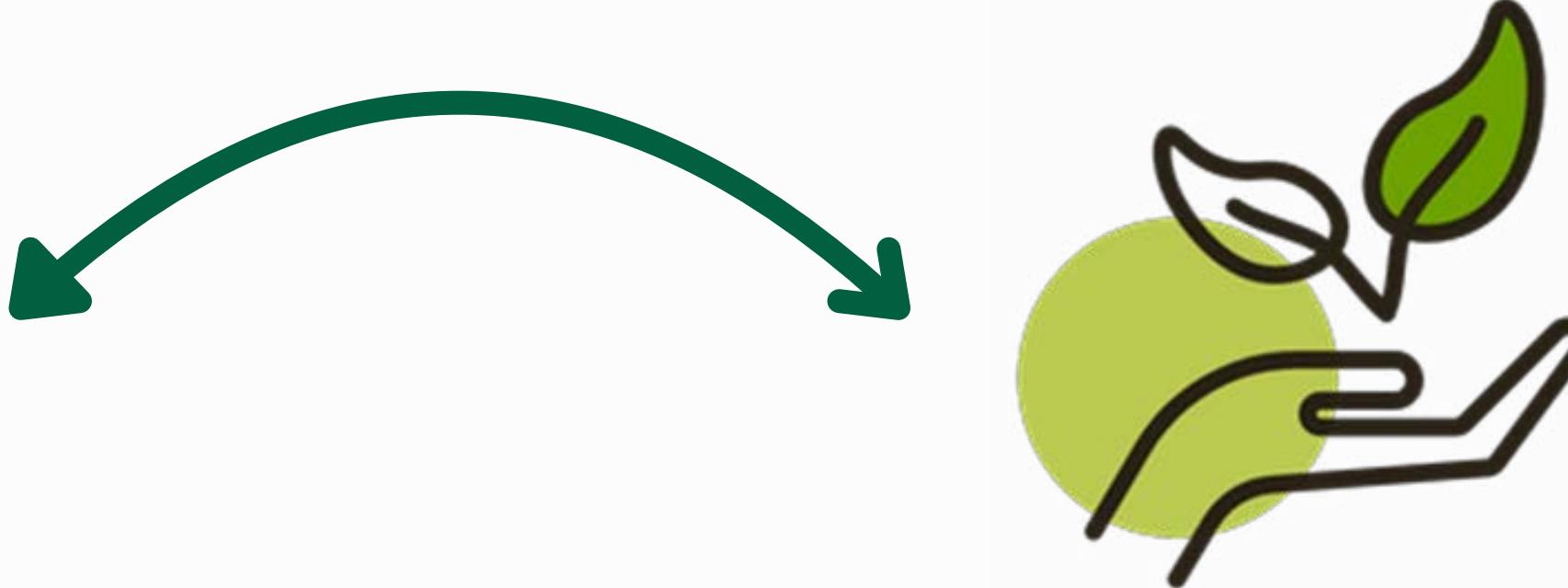
- ✓ **Expérimenter un dispositif de soutien financier non fléché et non stigmatisant avec une incitation à la consommation d'aliments sains**
- ✓ **Evaluer dans le temps la pérennité des changements de comportements alimentaires et leur impact sur d'autres marqueurs de précarité (isolement, accès au droit, estime de soi...)"**
- ✓ **Nourrir les réflexions du département sur ces enjeux ainsi que les politiques publiques au niveau national permettant de garantir la mise en œuvre effective du droit à l'alimentation**
- ✓ **Mettre en place et mesurer les effets d'une mobilisation multisectorielle sur les territoires autour des enjeux d'accès à une alimentation suffisante, saine et durable**

PILIERS DE L'EXPÉRIMENTATION



TRANSFERT MONÉTAIRE

- 50€ par mois et par personne sur 6 mois versés sur une carte titre restaurant du groupe UP utilisable pour les achats alimentaires;
- Bonification de 50% du montant distribué (maximum 25€/mois/personne) si achat réalisé dans des magasins durables ou pour des fruits et légumes frais



ACCOMPAGNEMENT SANTÉ/NUTRITION

- Accompagnement des usagers pour s'orienter vers une alimentation durable (cours de cuisine, jardinage, visite de lieux,...);

PUBLICS CIBLÉS PAR LA PROJET

1350 PERSONNES BÉNÉFICIAIRES, ENVIRON 540 MÉNAGES

Etudiant.e.s
Personnes âgées

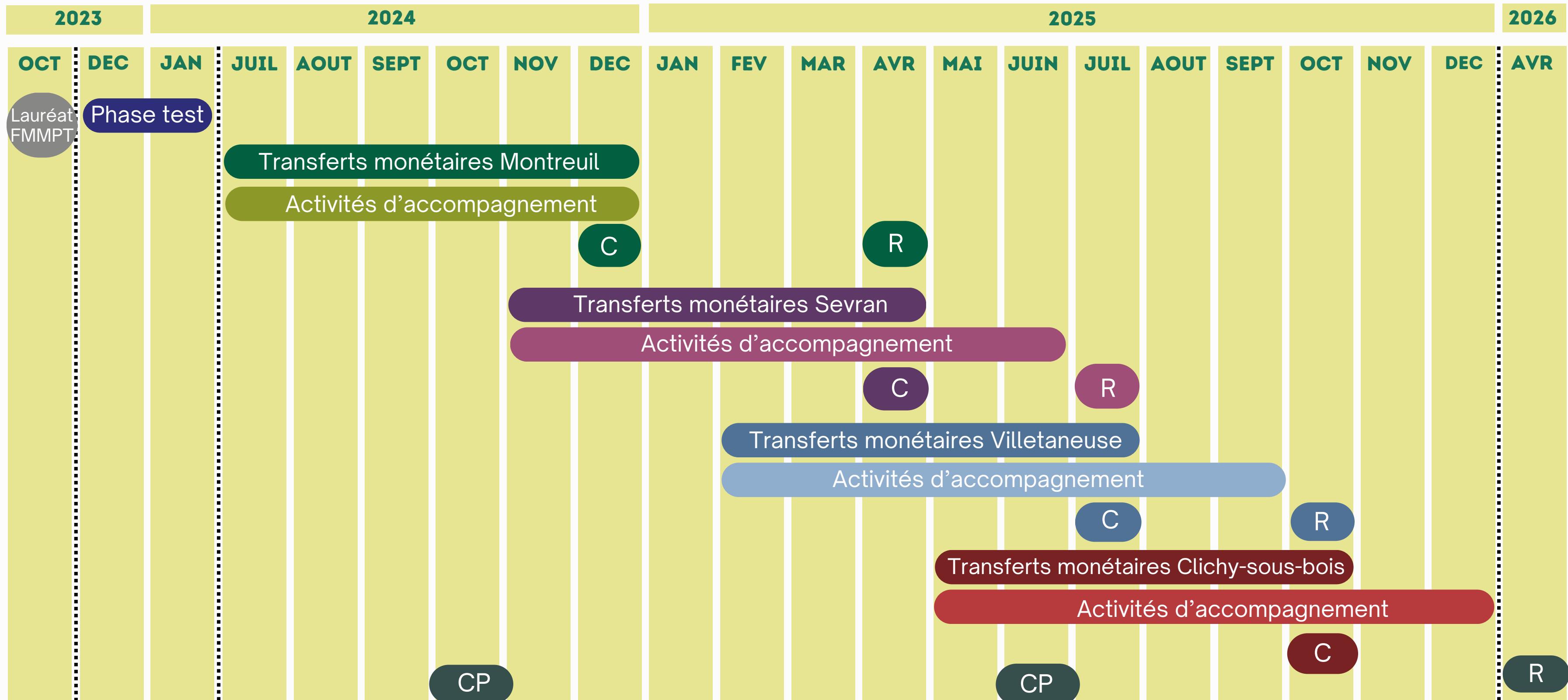


Ménages précaires

Femmes enceintes, ou avec
enfants en bas âge ou
allaitantes

CALENDRIER GLOBAL

R : Restitution
 C : Clôture
 CP : Comité de pilotage



II. LA MISE EN œUVRE DU PROJET

LES GRANDES ÉTAPES DU PROJET PAR VILLE

1

M1
MISE EN PLACE DU
COMITÉ TECHNIQUE

2

M3
IDENTIFICATION
DES USAGER·ÈRE·S

3

SÉLECTION DES
ASSOCIATIONS

4

M5
SESSION
D'INFORMATION +
ENQUÊTES
(BASELINE)



ENQUÊTES
(ENDLINE)

COMITÉS USAGERS
DEUX PAR VILLE

TRANSFERTS MONÉTAIRES ET
ACTIVITÉS D'ACCOMPAGNEMENT
SANTÉ/NUTRITION

DISTRIBUTION
DES CARTES

8

M12

7

6

6 MOIS DE TRANSFERTS MONÉTAIRES
8 MOIS D'ACTIVITÉS D'ACCOMPAGNEMENT

5

M6



GOUVERNANCE DU PROJET

GROUPE PROJET

Membres:

Action contre la Faim (ACF) et Conseil Départemental 93 (CD93)

Rôle et responsabilités :

En charge du déploiement opérationnel du projet

Fréquence de réunions :

Hebdomadaire

COMITÉ DE PILOTAGE

Membres:

ACF, CD93, DRHIL, Elus du département, Elus des villes d'expérimentation

Rôle et responsabilités :

Pilotage stratégique

Fréquence de réunions :

Semestrielle

COMITÉ TECHNIQUE (1 PAR VILLE)

Membres:

ACF, CD93, services de la ville, SSD, associations (à définir sur chaque territoire). Animation ACF et CD93

Rôle et responsabilités :

Suivi de la mise en œuvre du projet, prescription des ménages, choix des magasins durables...

Fréquence de réunions :

Mensuelle

L'IDENTIFICATION DES USAGER.ES

LES CRITÈRES DE SÉLECTION



Résider dans les communes d'intervention



Etre orienté par une structure désignée lors du COTECH



Avoir accès à une cuisine



Rentrer dans les barèmes de revenus indicatifs précisés dans le règlement d'aide financière du projet porté par le Conseil Départemental

LES TYPES DE STRUCTURES ORIENTEUSES

Les services départementaux
(service social, PMI)

Les services de la ville
(CCAS, direction de la santé, des seniors,...)

Les maisons de quartier et associations

LA MISE EN PLACE DES ACTIVITÉS D'ACCOMPAGNEMENT



**Publication par le Conseil Départemental
d'un appel à projet par ville d'intervention**

**Mise en place d'une coordination avec
les associations lauréates**

**Diffusion du planning d'activités chaque
semaine auprès des usager.es dans la
communauté whatsapp**



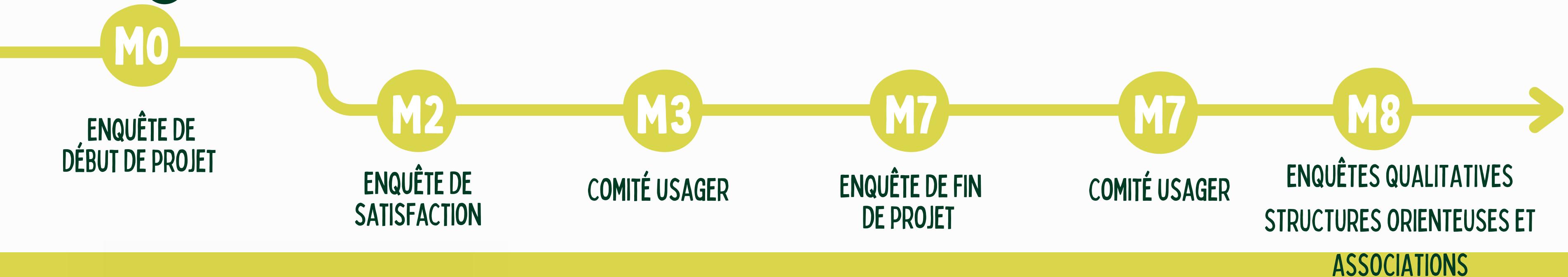
L'IDENTIFICATION DES LIEUX DE BONIFICATION

	COMMERCES ENTIÈREMENT ÉLIGIBLES À LA BONIFICATION	COMMERCES PARTIELLEMENT ÉLIGIBLES À LA BONIFICATION	COMMERCES NON ÉLIGIBLES À LA BONIFICATION
DURABILITÉ	Majorité biologiques, circuits courts ou favorisant l'agriculture française.	Fruits et légumes frais, produits biologiques non majoritaires.	Pas d'attention particulière donnée à l'origine des produits.
SANTÉ	Fruits et légumes frais et de saison, pas d'ultra-transformés.	Produits frais et transformés à part équilibrés.	Peu de frais et beaucoup d'ultra-transformés
LOCALISATION	Zone d'expérimentation ou facilement accessible en transports en commun.	Zone d'expérimentation ou facilement accessible en transports en commun.	Zone d'expérimentation ou hors zone d'expérimentation, facilement accessible en transports en commun.
BONIFICATION	Automatique	Manuelle	Pas de bonification

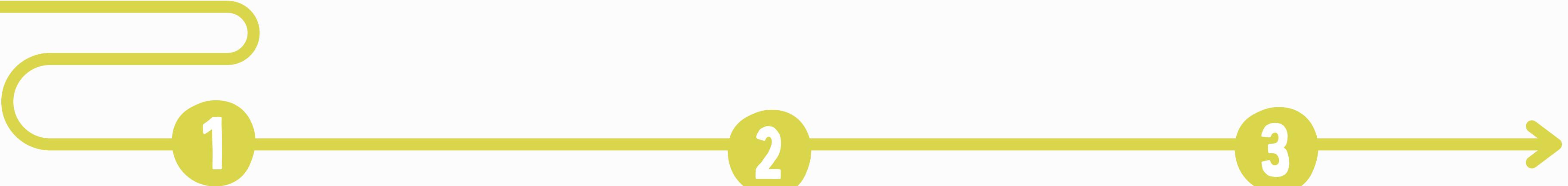
SUIVI-ÉVALUATION



- Une enquête de début de projet pour mesurer la situation de référence sur les comportements alimentaires et une enquête de fin de projet (similaire à celle du début) pour mesurer les changements.
- Une enquête de satisfaction en milieu de projet
- Deux comités usager.es pour échanger avec les participants et élaborer des recommandations.
- Des entretiens qualitatifs de fin de projet avec les structures orienteuses et les associations partenaires.
- Un stage pour établir une typologie des différents types d'accompagnement



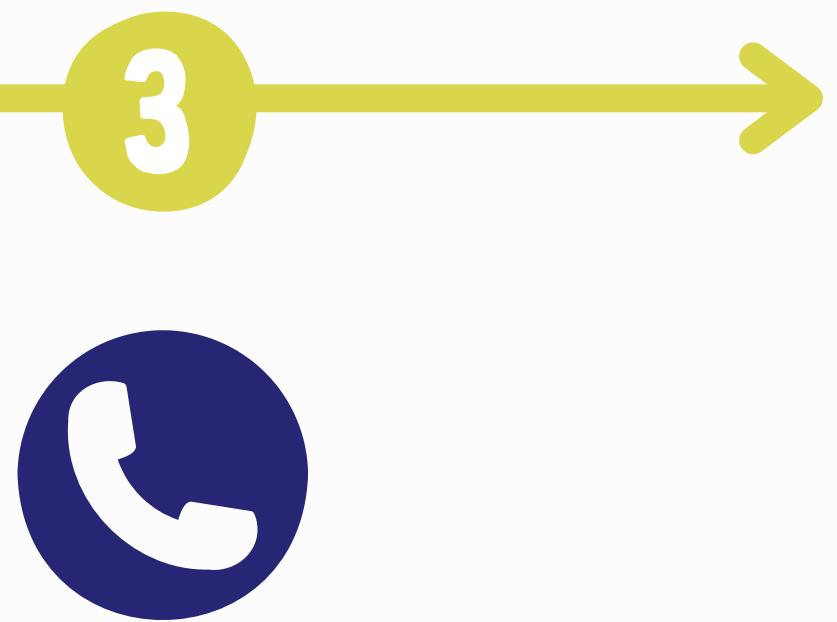
COMMUNICATION AVEC LES USAGERS



Un livret explicatif du projet est remis pour chaque usager.es le jour de la remise des cartes



Une communauté Whatsapp est créée pour le partage des informations avec les usager.es
(Date des comités usager, planning des activités...)



Deux hotline (une de Action contre la faim et une du Group Up) sont disponible pour assister les usager.es

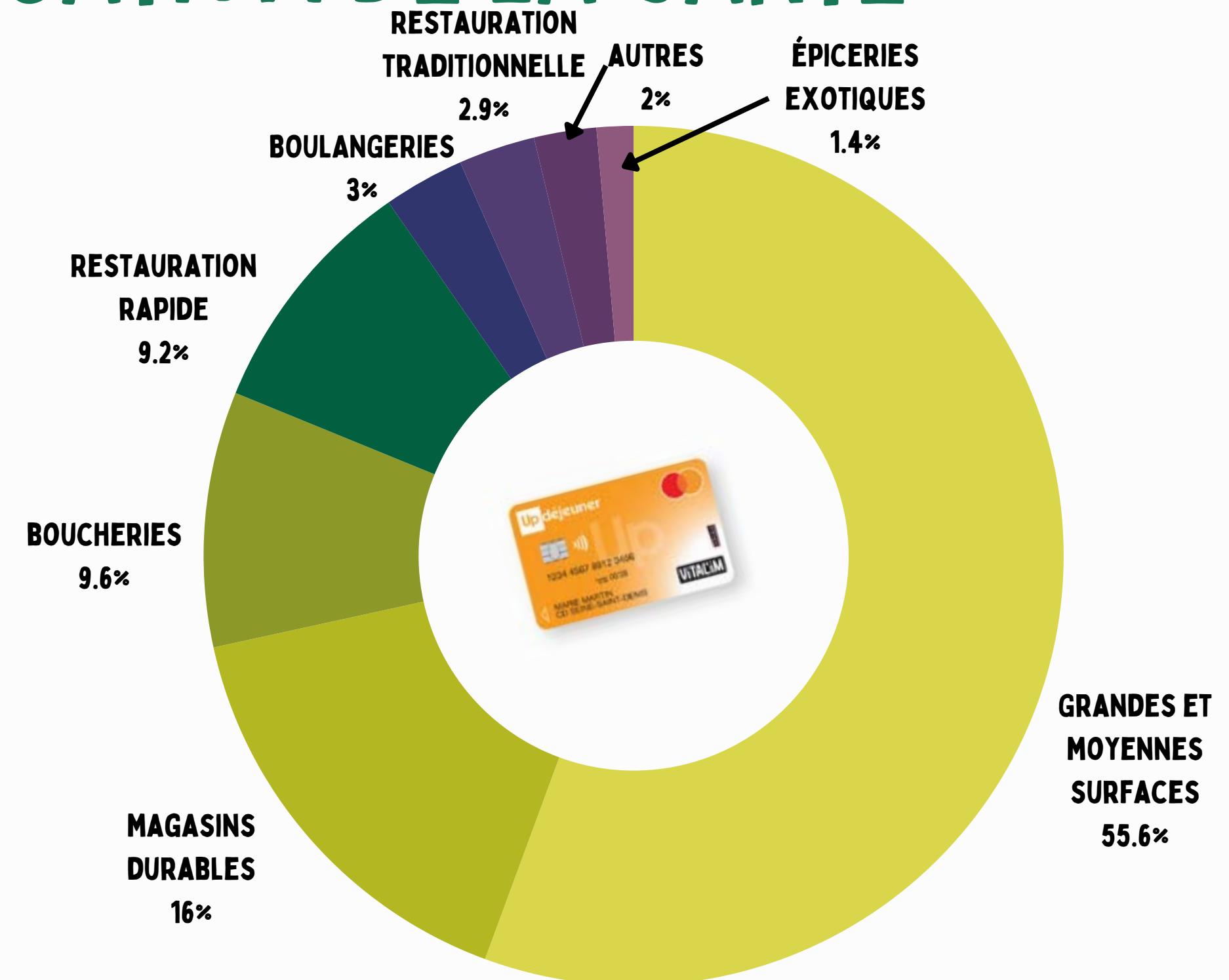
III. LE BILAN PROVISOIRE DE L'EXPÉRIMENTATION

LES LIEUX D'UTILISATION DE LA CARTE

53% DES USAGER.ES UTILISENT LA BONIFICATION



15% DES DÉPENSES RÉALISÉES DANS DES MAGASINS DURABLES



ACTIVITÉS D'ACCOMPAGNEMENT

Ville	Nombre d'associations partenaires
Montreuil	15
Sevran	10
Villetaneuse	9
Clichy	13

**PLUS DE 200
ACTIVITÉS
PROPOSÉES
SUR LES
QUATRE VILLES**

Les principales raisons de la motivation à participer sont **le lien social (59%)** et **l'apprentissage (47%)**

Sur base de l'enquête, à Montreuil, 70% des ménages ont participé à au moins une activité et environ 50% y ont participé de temps en temps (3 ou 4 fois)

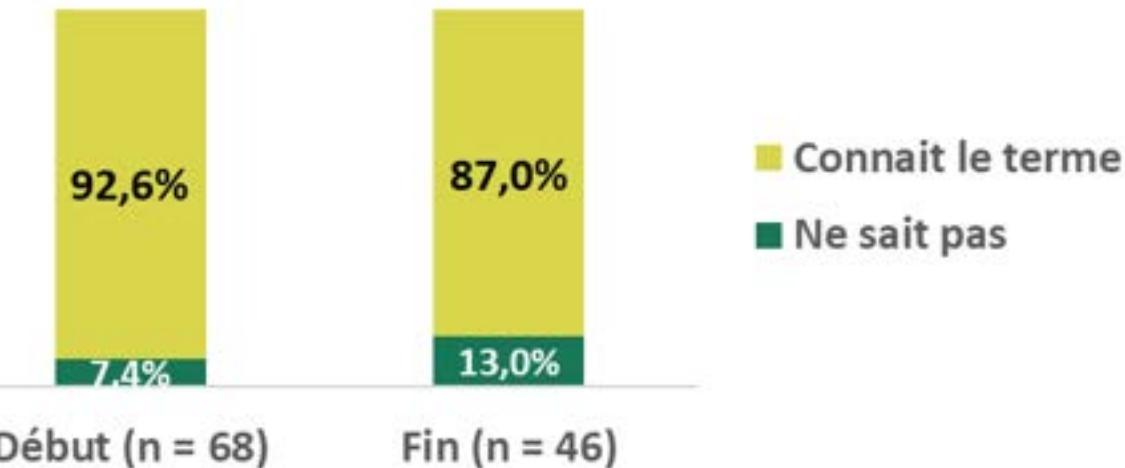


IV. L'IMPACT DU PROJET

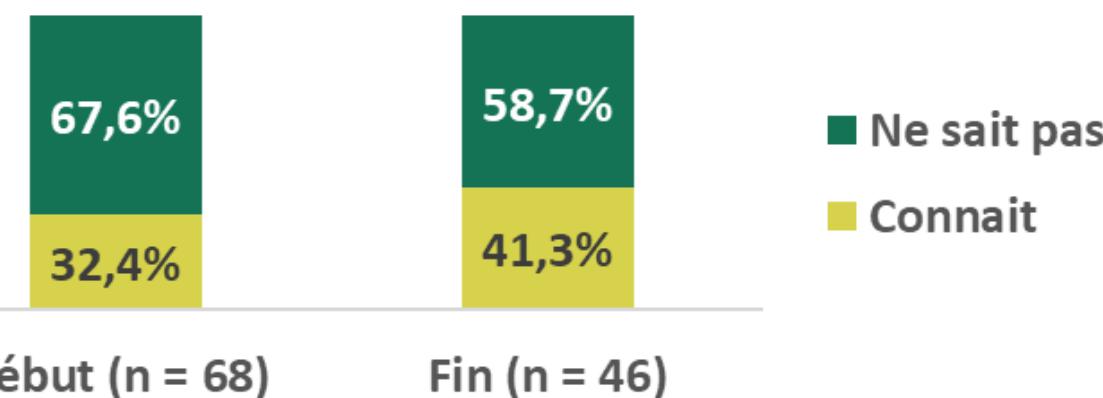
(RÉSULTATS PROVISOIRES BASÉS SUR MONTREUIL)

EVOLUTION DES CONNAISSANCES

Evolution de la connaissance du terme
"Alimentation équilibrée"



Evolution de la connaissance de la recommandation F&L



**BONNE CONNAISSANCE DES TERMES
"ALIMENTATION ÉQUILIBRÉE" ET
"AGRICULTURE BIOLOGIQUE"**

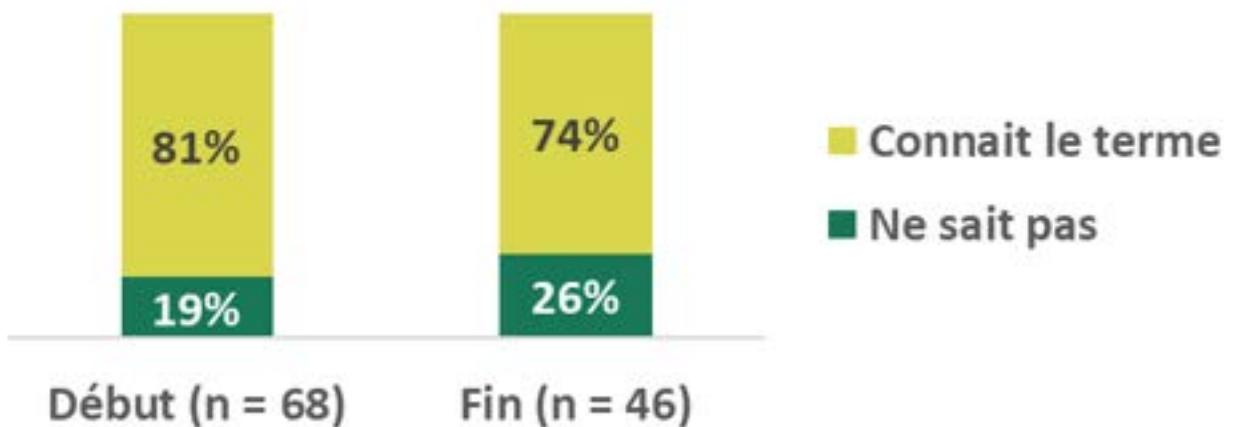
**TERME "ALIMENTATION DURABLE" PEU
CONNNU**

**MÉCONNAISSANCE DE LA
RECOMMANDATION DU PNNS SUR LA
CONSOMMATION DE FRUITS ET LÉGUMES**



**PEU D'AMÉLIORATIONS DES
CONNAISSANCES SUITE AU PROJET**

Evolution de la connaissance du terme
"Agriculture biologique"

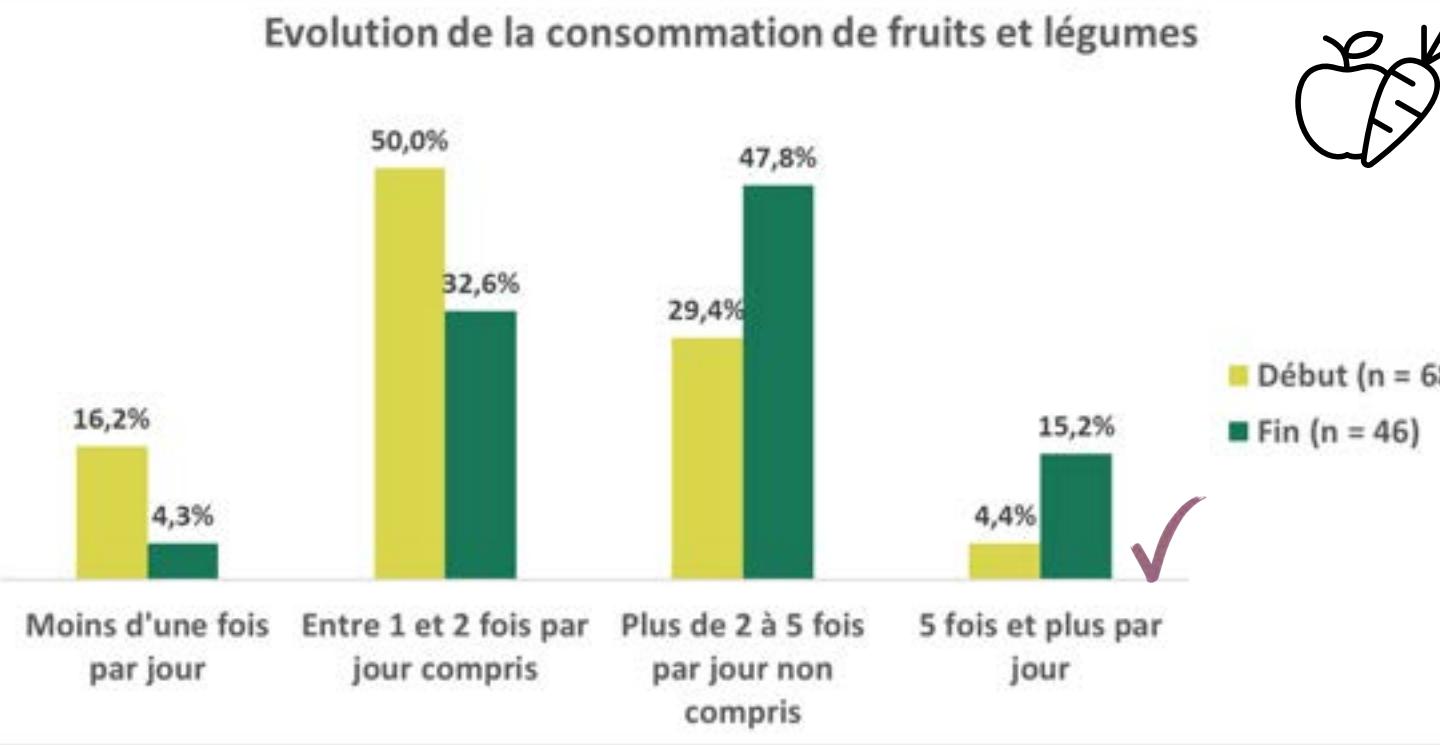


Evolution de la connaissance du terme
"Alimentation durable"



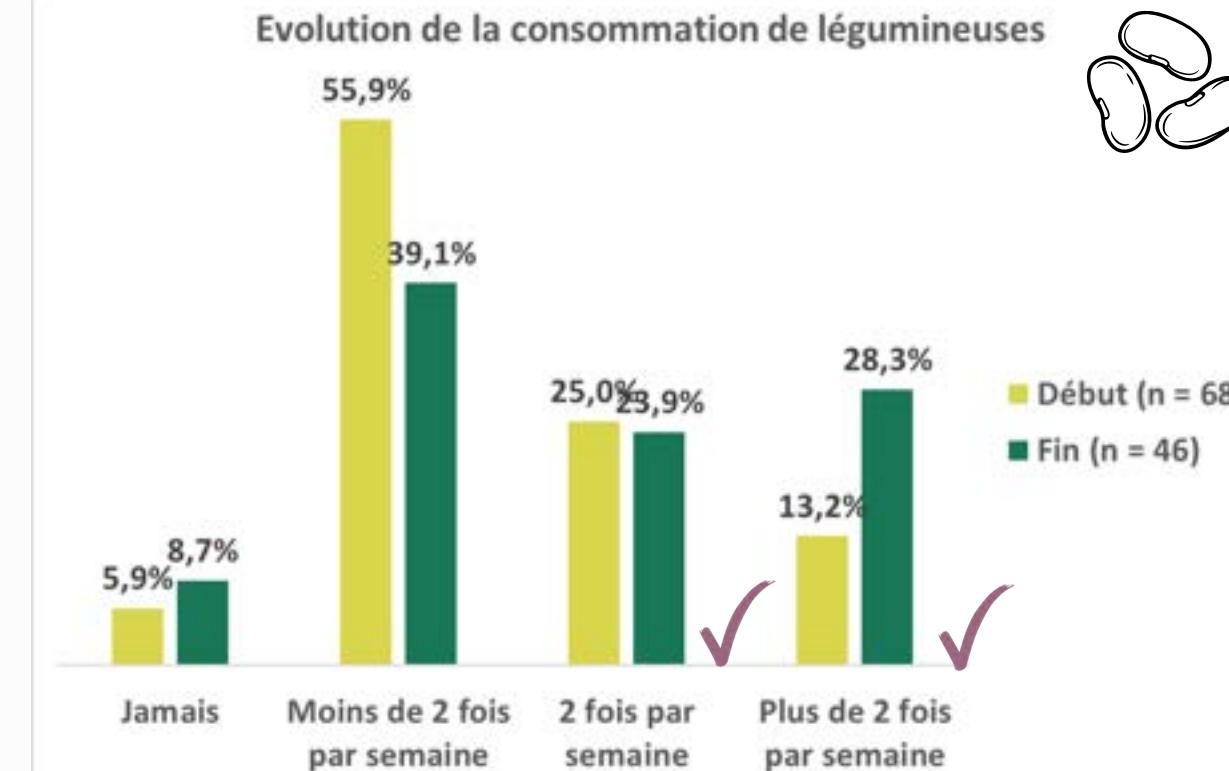
PRATIQUES ALIMENTAIRES

Evolution de la consommation de fruits et légumes



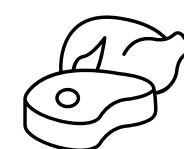
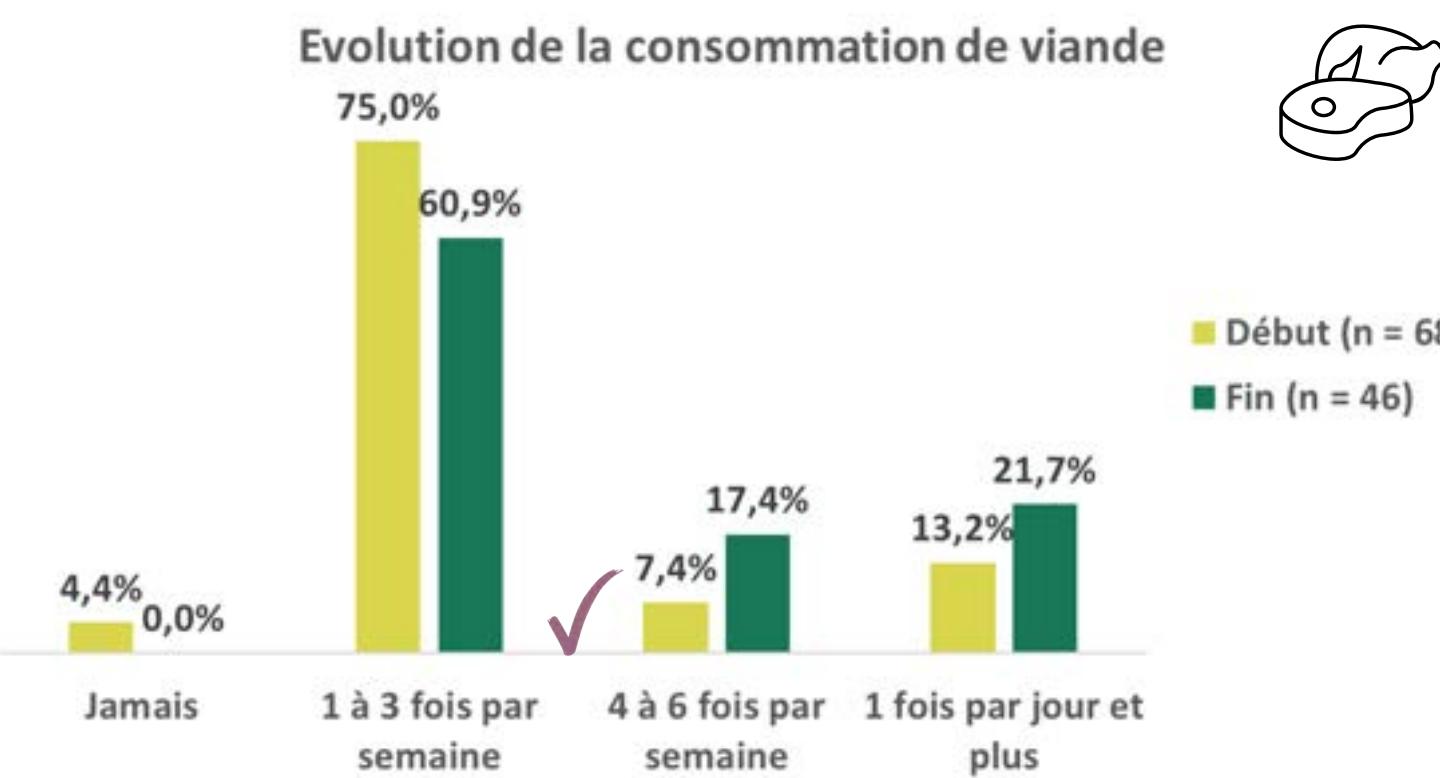
Début (n = 68)
Fin (n = 46)

Evolution de la consommation de légumineuses



Début (n = 68)
Fin (n = 46)

Evolution de la consommation de viande



Début (n = 68)
Fin (n = 46)



AUGMENTATION DES QUANTITÉS CONSOMMÉES

DES ASSIETTES PLUS DIVERSIFIÉES

DES PRATIQUES QUI TENDENT DAVANTAGE VERS LES RECOMMANDATIONS PNNS

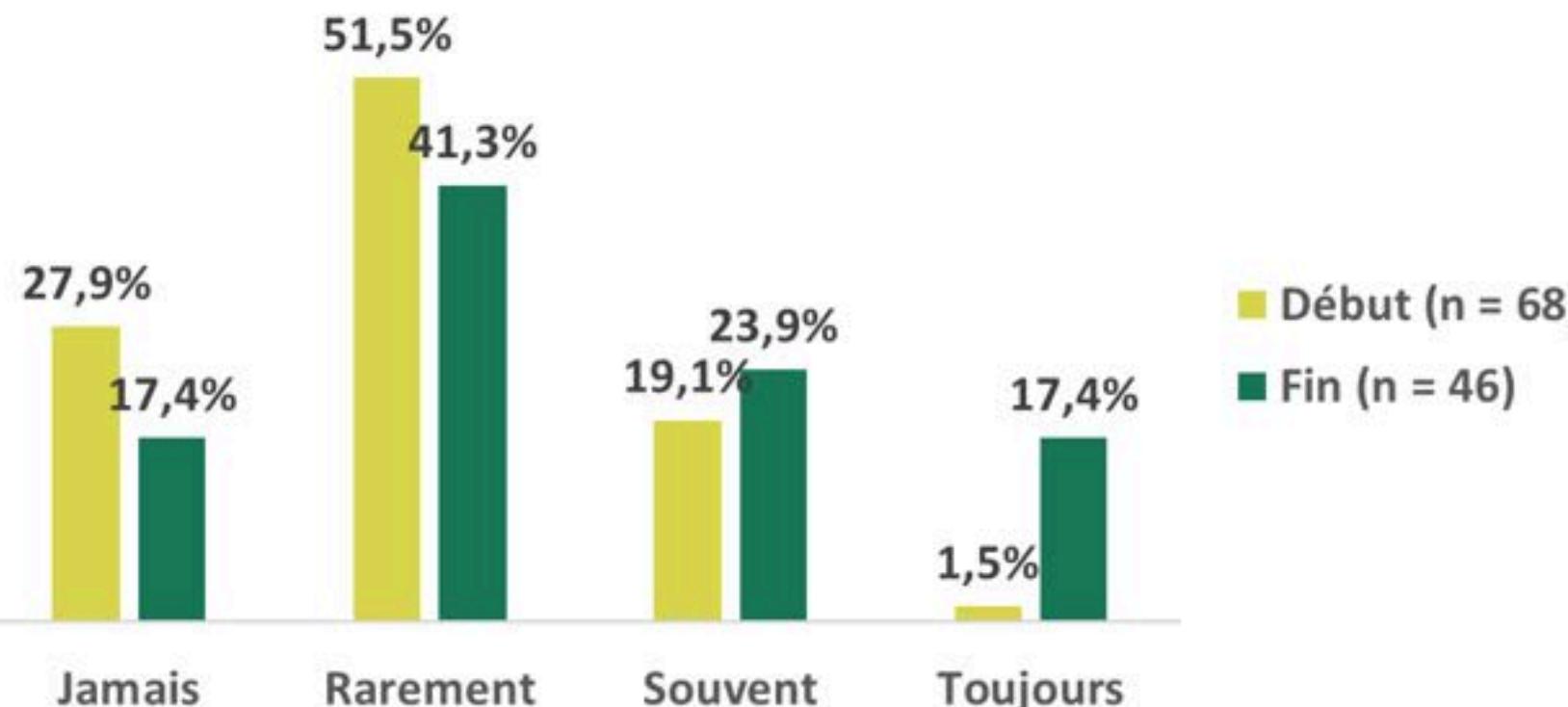
DES ACHATS QUE LES USAGER.E.S NE POUVAIENT PAS OU PEU SE PERMETTRE AVANT (EX. VIANDE)

LA MAJORITY DÉCLARAIENT NE PAS MANGER PLUS DE CES ALIMENTS POUR RAISONS FINANCIÈRES AVANT DE RECEVOIR LA CARTE VITAL'IM

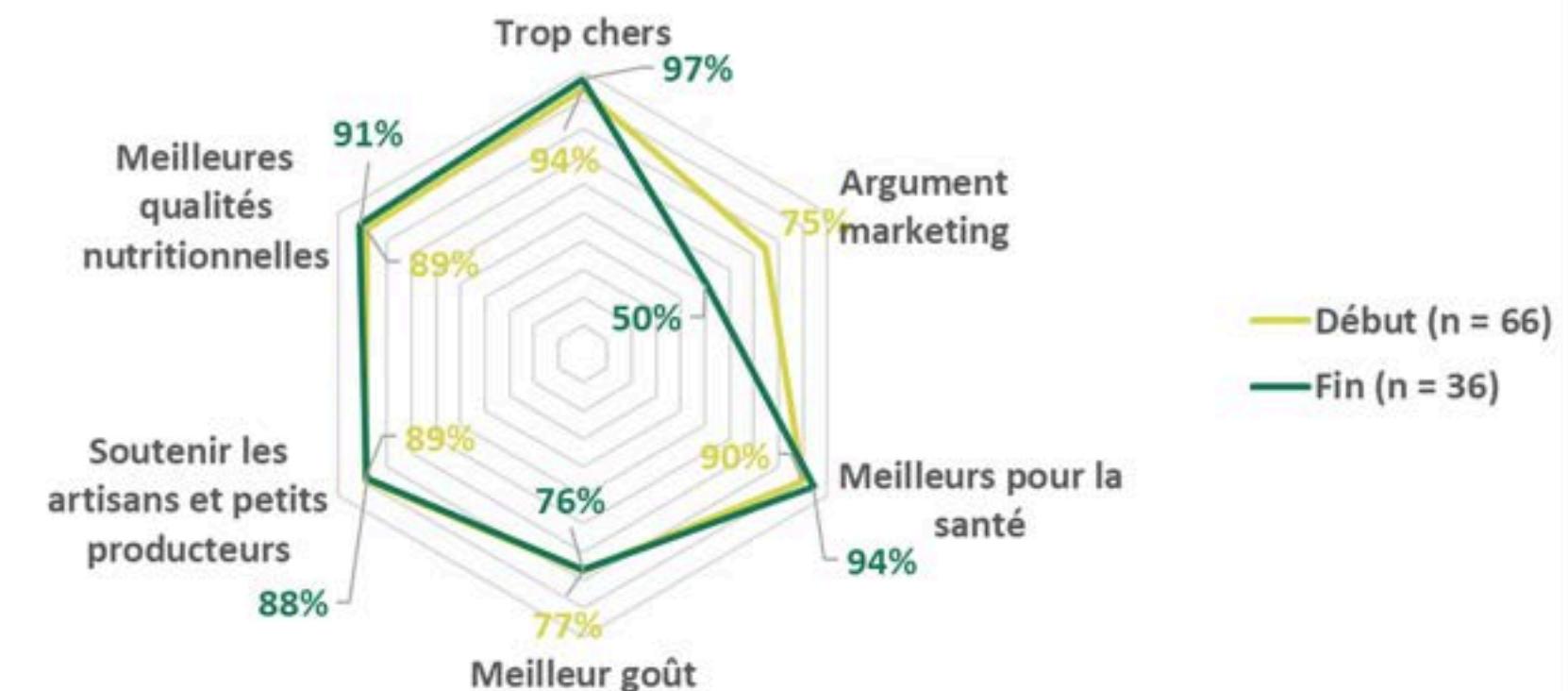


PRATIQUES ET PERCEPTIONS ALIMENTAIRES

Evolution de la fréquence d'achats de produits bio



Evolution de la perception autour des produits bio

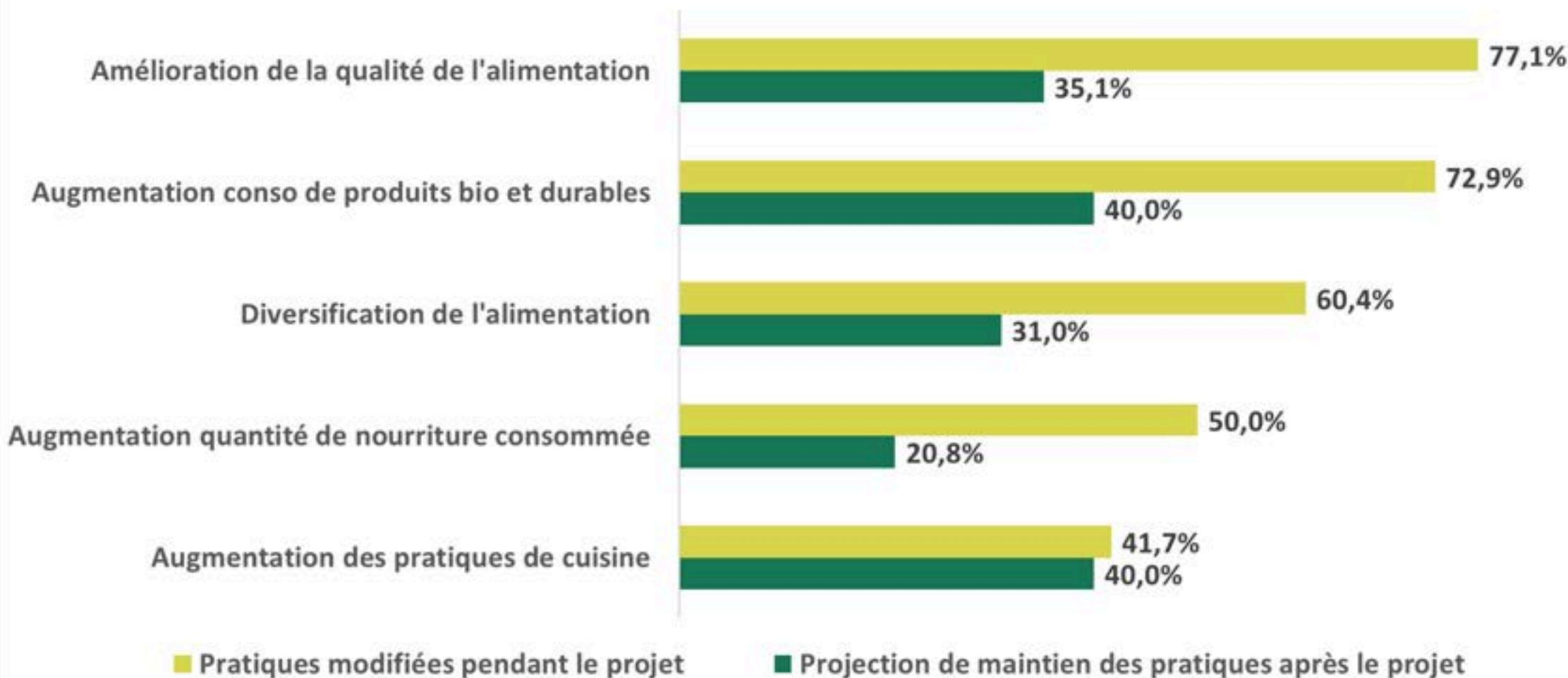


“Avec cette carte on n'achetait pas n'importe quoi, on n'allait pas dans n'importe quels magasins. On pouvait acheter des produits bons pour la santé, c'est important”



PRATIQUES ALIMENTAIRES ET PROJECTIONS

Changement des pratiques alimentaires et projection sur le maintien des pratiques (n = 48)



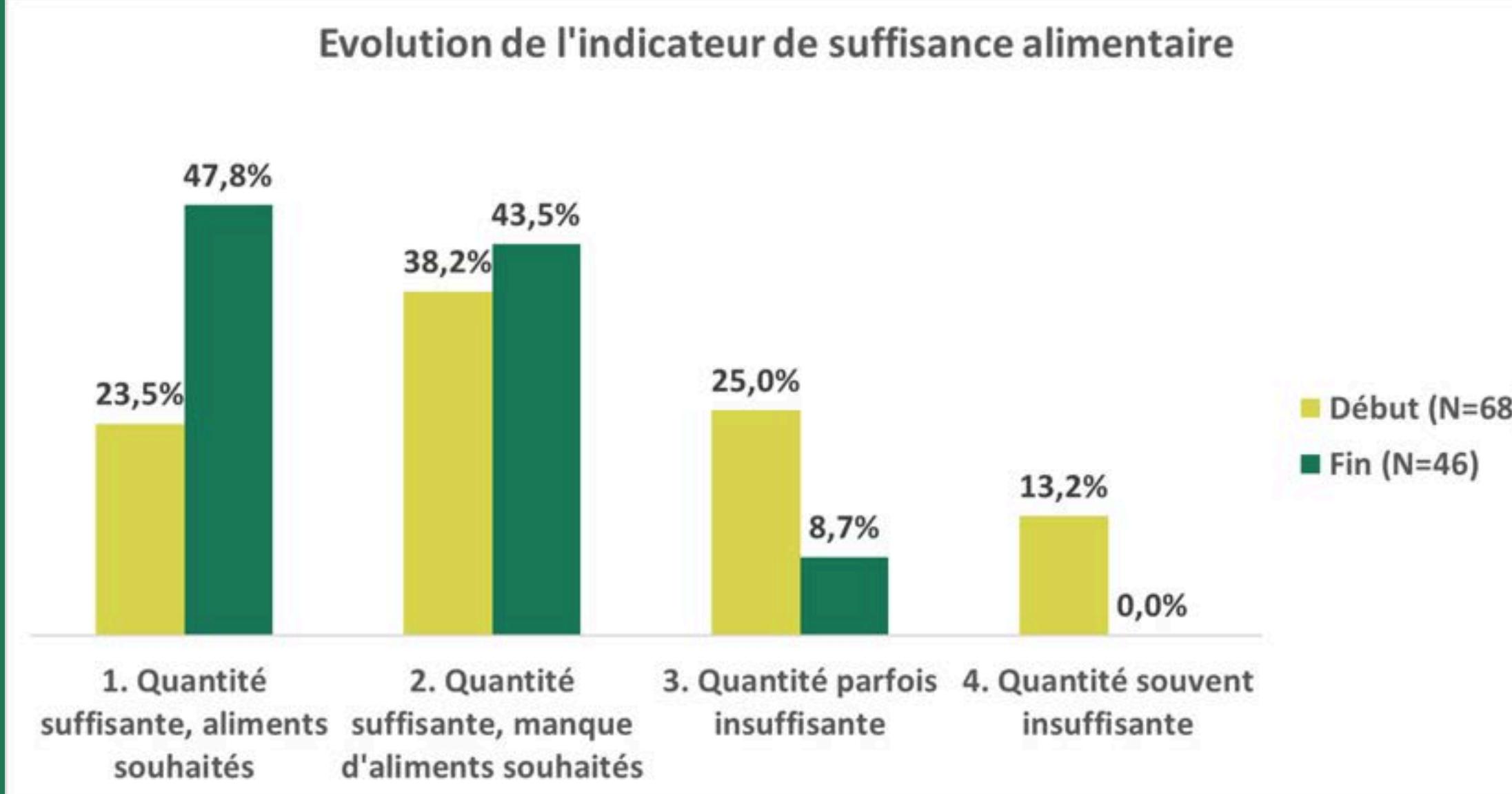
AMÉLIORATION DES PRATIQUES ALIMENTAIRES
DANS LEUR GLOBALITÉ

PROJECTION DE MAINTIEN À ENVIRON 33 %

FREINS AU MAINTIEN DES CHANGEMENTS DE
PRATIQUES : BAISSE DU BUDGET ET ARRÊT DE
LA BONIFICATION

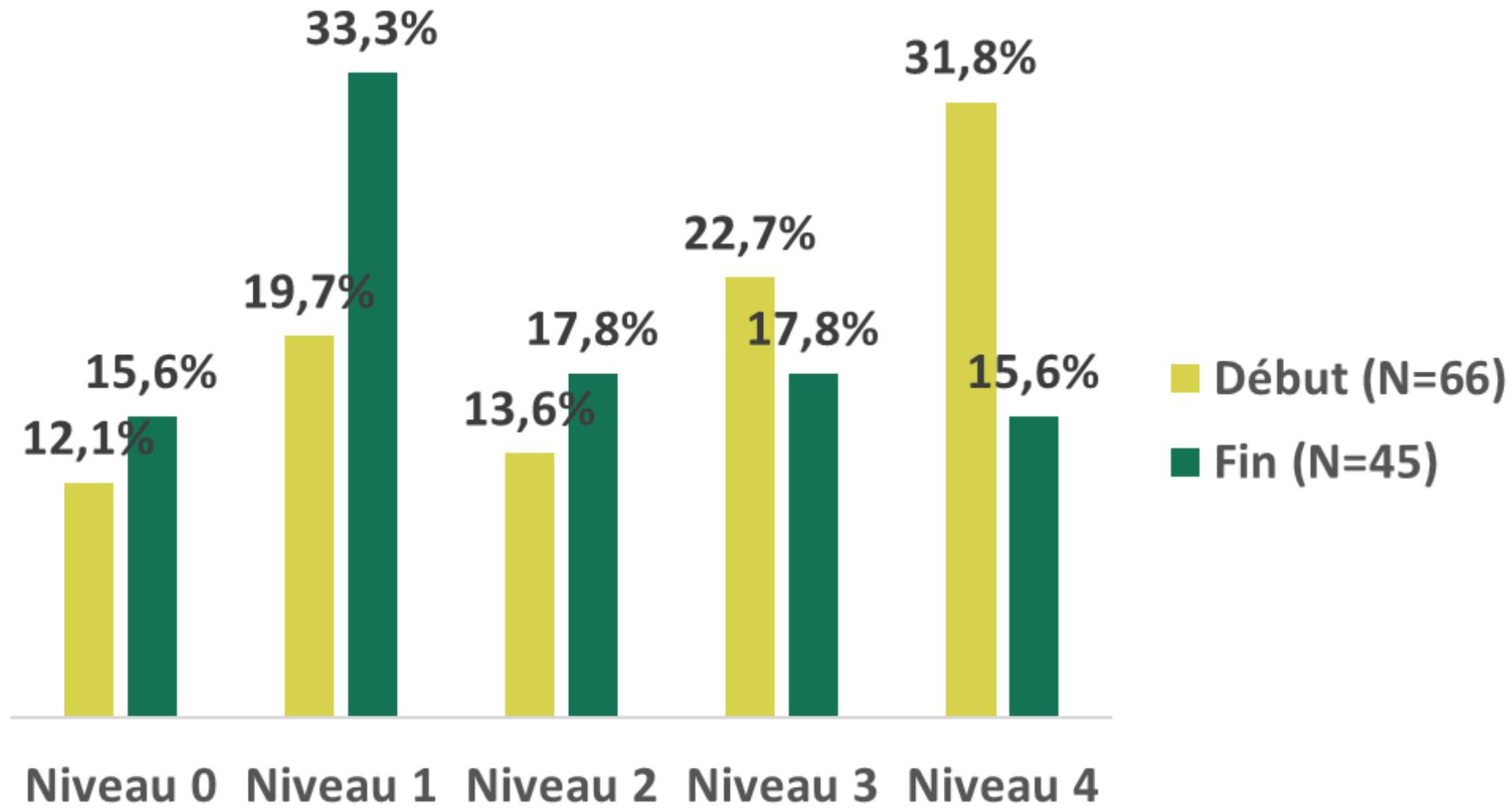


INDICATEUR DE SUFFISANCE ALIMENTAIRE



INDICATEUR LIÉ AU BIEN-ÊTRE

Evolution de l'échelle de détresse



"AVANT JE COUVRAIS 50% DE MES BESOINS ALORS QU'AVEC VITAL'IM J'EN COUVRE 80%"

"VITAL'IM JOUE BEAUCOUP MENTALEMENT, SPIRITUELLEMENT ET PHYSIQUEMENT"

"CA FACILITE LA VIE, ÇA SOULAGE"

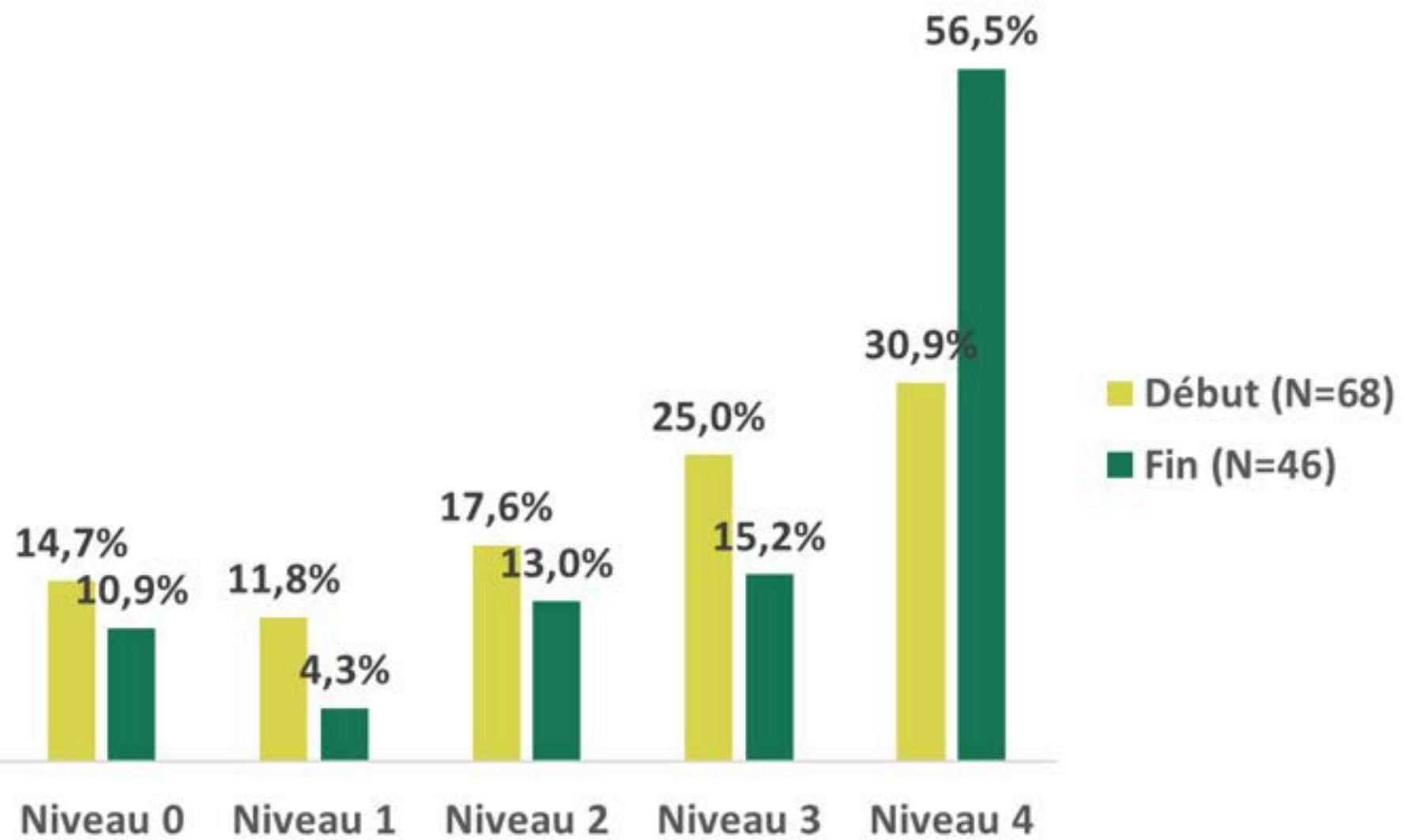
"VITAL'IM C'EST UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS"



"VITAL'IM ÇA PERMET DE BIEN VIVRE PENDANT 6 MOIS"

INDICATEUR LIÉ AU BIEN-ÊTRE

Evolution de l'échelle de soutien social



"LES ATELIERS
ÇA FAIT DU
BIEN PLUTÔT QUE D'ÊTRE
ENFERMÉE À LA
MAISON TOUTE
SEULE"



"ON SORT PAS BEAUCOUP, LÀ
JE PEUX M'EXPRIMER,
M'AMUSER, APPRENDRE BEAUCOUP
DE CHOSES ET ÊTRE
ÉCOUTÉ DONC JE ME
SENS BIEN"

"VITAL'IM PERMET DE
LUTTER CONTRE
L'ISOLEMENT SOCIAL"

"CA DIMINUE LE
STRESS, RIEN QUE
DE SOURIRE"

V. LES LIMITES ACTUELLES DU PROJET ET LES LEVIERS D'ACTION

LIMITES DU PROJET ET LEVIERS D'ACTION

LES LIMITES DU PROJET



Manque d'inclusion de certains lieux d'achats (AMAP, supermarchés coopératifs, marchés, ...) avec la carte titres restaurants



Système de bonification des fruits et légumes non automatisé et absence de bonification des produits bios des grandes enseignes



Planning d'activités chargé et suivi de la participation difficile



Durée limitée de 6 mois

LEVIERS D'ACTION



Découverte de ces lieux grâce aux activités d'accompagnement



Courrier envoyé aux grandes et moyennes surfaces



(1) Mise de place de réunions mensuelles avec les associations, (2) stage sur la mesure d'impact des activités, (3) implication des villes dans la mise en place des activités



Organisation d'un événement de clôture avec présentation des dispositifs existants sur la ville

CONTACTS

Romain Dhainaut

Chargé de mission transition écologique

Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

rdhainaut@seinesaintdenis.fr

Mathilde Fassoulette

Chargée de projet Vital'imp

Action contre la Faim

prog.93@fr-actioncontrelafaim.org

